

La voie de la LIBERTE

.....
"l'éternelle vigilance est le prix de la LIBERTE"
.....

Une partie des organisations avait été animée pour préparer notre opération qui devait débiter dans la nuit du 19 au 20 décembre 1994 . Notre imprimerie a sorti à la date choisie les documents nécessaires. Sachant que nous étions depuis longtemps infiltrés, l'opération a été retardée d'une quinzaine de jours pour voir les réactions et les contre-feux qui seraient entrepris.

Nous remarquerons simplement que dans l'affaire Maréchal il existe une entité géographique : Neuilly, dont le maire est monsieur Sarkozy, avocat qui se faisait voter, à titre d'exemple, 250.000frs en 93 d'honoraires par le conseil municipal de son suppléant pour "défendre" une commune de sa circonscription électorale, monsieur Pasqua est aussi conseiller municipal de Neuilly, Jean-Marc Vernes....l'était, le docteur Maréchal , psychiatre à l'hôpital américain de ... Neuilly , des relations se seraient elles tissées à l'occasion de l'agrandissement de ce même hôpital? Commune exemplaire d'une certaine façon de gérer le collectif , où la répartition des postes se fait en famille par alliance ou autre.

Nous ne sommes pas là pour faire le jeu des uns ou des autres, le savoir source de Liberté s'affrontera perpétuellement à ceux qui veulent le réduire à une source de pouvoir. Notre combat se situe dans la droite ligne de nos groupes recevant la reddition de lord cornwallis autour des généraux Washington, Rochambeau et Lafayette à Yorktown . Dès 1791 des lois en France étaient promulguées pour briser les groupes opératifs et les premiers tribunaux élus, la terreur s'imposait pour que la justice ne dépende pas de l'état de la personne mais de l'acte.

Grignotant régulièrement cette même justice pour tous, ceux qui de nouveau se sont appropriés l'état, ont conçu une justice qui juge le contexte et non l'acte, ce qui revient à juger un homme pour ce qu'il est et non pour ce qu'il fait . Ils nous imposent une justice dont la légalité repose sur les années d'études (dérisoire) de celui qui gèrera les choix de la cité et surtout une cooptation complice ayant comme base le mimétisme social, pour appliquer un droit éventuellement compréhensible au bout de dix ans d'études, bien que nul ne soit sensé ignorer la loi ! où la sémantique devient éthique, la procédure supérieure au fond !

Certains souhaiteraient nous situer comme situationnistes, car nous réduisons les constructions intellectuelles aux besoins évolutifs de la Vie . D'autres essayent de nous manipuler ou de nous utiliser. Mais notre choix de disparition nous permet d'éviter régulièrement que nos structures soient utilisées à des fins de pouvoir, la tradition étant perpétuée depuis sept mille ans.

Un nouveau combat s'engage en Europe, la chute du mur de Berlin a été rendue possible par le pacte de Bildenberg qui proposait, entre autre, la délocalisation économique de production. Cette délocalisation a permis l'augmentation importante des prélèvements obligatoires et par la même, le financement d'une course à la science qui ne pouvait que faire imploser le système communiste.

Pour nous les étapes suivantes sont : la construction européenne et la mise en place d'une justice élue en Europe; corrélativement la modification des raisonnements liés aux disparités monétaires planétaires .

L'action a été lancée en France dès 1990 sous le nom de Cotisation de Solidarité sur le Prix de Vente, reprise sous le nom de TVA sociale par ceux qui bénéficient de ces disparités; validée aux Etats-Unis, pour l'état de Californie, par la cour suprême en 1993, sous le nom de taxe unitaire avec une forme adaptée à la nécessité environnementale .

D'autre part, des correctifs sont en train de se faire tant qu'à la politique d'insertion de minorités pour briser l'homogénéité des Nations. Politique que nous refusons, ne pouvant que générer une forme de développement séparé de communauté . Il est bien clair qu'un message ne vaut que, comment il est perçu et ce qu'il génère. Nous espérons que la leçon des "tarouq" aurait calmée les apprentis sorciers et que la tolérance n'est pas de tolérer l'intolérable, mais de faire affronter une exclusion à celle qu'elle génère, c'est à dire une autre exclusion, quitte à les laisser se détruire mutuellement .

Pour notre pays la tâche va être rude! la presse est en grande partie sous contrôle de l'étatisme, directement par concession, ou indirectement par le biais de la publicité institutionnelle ou des crédits octroyés .

Presse ou propagande ?

Le silence sur l'exception culturelle, contenant l'idée que la culture pourrait être définie par un état nous a tellement inquiété que nous en sommes venus à nous poser des questions sur la réalité des référents économiques et financiers de notre Nation !

Silence sur des menaces voilées, sur un partenariat d'asservissement pour résoudre les problèmes économiques de la presse créées de toutes pièces, comme dans toutes les activités économiques du pays, par un étatisme qui par le prolongement de prélèvements obligatoires massifs, exonère, minore qui il souhaite et par la même réduit au silence celui qui s'opposera à son diktat ("économie, budget, communication," message d'accueil au standard de la rue de Bercy, on ne pouvait espérer plus criante vérité !) c'est pourquoi nous avons une pensée émue pour le courage de rédaction tel celles de Stratégie, du Nouvel Economiste ou de l'AGEFI.

L'information financière devient arme d'asservissement à l'étatisme et au système politico-financier, permettant le maintien d'un masque sur la réalité économique de notre pays: 53% de l'économie est au main de l'état décisionnaire directement (à quelque chose près, la proportion des votes exprimés pour l'accession de Jean Gandois à la tête du CNPF; l'étatisme politico-financier jetant le masque par l'accession du premier grand commis de l'état à la tête d'un organisme chargé de représenter le patronat, créer par l'état lui-même) et 26% supplémentaires ne survivant plus que par "grâce d'état" . Comment ne pas être surpris que les statistiques officielles ne laissent pas apparaître que 30 à 35 % des salariés du "privé" sont au chômage et que le clivage social de la société se situe entre ceux qui vivent de l'"argent de droit" et ceux qui doivent chaque matin prouver qu'ils méritent leur salaire . Comment ne pas s'étonner de découvrir que les tenants de l'étatisme politico-financier ont perdu la conscience même de ce qu'est la corruption, dans une telle confusion morale que seul leur survie ne les justifie .

Silence sur la corruption et surtout, sur les manoeuvres engagées depuis deux ans pour tarir la source des renseignements :

- fermeture de la libre consultation des greffes des tribunaux de commerce (charges ministérielles) sur ordre oral de la chancellerie sous couvert d'informatisation, ou de désinfection comme à Paris où la dose fut "malencontreusement" si importante (une dizaine d'employés intoxiqués pour faire plus vrai) en août 93 que la libre consultation est toujours fermée,

- fermeture de la libre consultation des cadastres qui sous couvert d'une instruction "secrète" de juin 93 (n° 11E1 93 du 14 juin 93 de Messieurs Picard et Maniquaire) que nous appelons bérégovoy reprise par le couple sarkozy/hortefeux interdit la libre consultation des documents permettant d'identifier les propriétaires de bien immobilier et de remonter les filières de la corruption (Fréjus, Brégovoy, etc...) en s'appuyant sur la loi de 78 informatique et Liberté avec une lecture très particulière de celle-ci: on interdit tout, remettant en cause deux siècles d'usages .

permettant dans chacun des cas ci-dessus, d'imposer à un demandeur de s' identifier et de connaître la direction de ses recherches,

- maintien de l'oppression étatique par la qualification d'abus de biens sociaux des versements imposés par les nomemklaturas politiques administratives permettant de poursuivre ceux qui parleraient (la prescription de trois ans s'établissant pour celui qui a dû payer avec une date de départ étant celle de la connaissance des faits et pour celui qui a perçu l'argent avec une date de départ étant celle du versement) permettant de maintenir le système et surtout de réduire au silence ceux qui auraient des velléités d'indépendance . Il suffit de sortir le dossier de celui qui refuse aujourd'hui de payer pour perpétuer le système .

Pourquoi pas une amnistie pour ceux qui en dénonçant les faits permettraient de se séparer de ceux qui croient que l'état leur appartient ?

Silence sur la volonté consensuelle de la droite à la gauche d'occulter le problème de la corruption en important la guerre d'Algérie dans notre pays . Il est bon de rappeler que l'accueil de l'ayatollah komeiny sur notre territoire, c'est fait dans le but de l'installer en Iran pour déstabiliser les provinces Sud de l'ex u.r.s.s. Symboliquement les dirigeants du Kremlin répondaient l'année suivante en envahissant l'Afghanistan à Noël .

L'adoption du code de la nationalité au cours de la première cohabitation fut abandonnée par la fausse maladroitesse d'expulser des travailleurs au lieu de condamnés sortant de prison, dans le seul but de gagner les élections législatives de 93 et, surtout, de maintenir un des objectifs du pacte de Bildenber, que nous refusons .

L'opération en Somalie dont le but second était de porter secours aux populations du Sud Soudan, fut mise en échec par les dirigeants de notre pays et la livraison de "Carlos" ne fut que la suite logique de cette trahison .Nous contactons dès le mois de juillet 94, Madame Rudetski pour attirer son attention sur les problèmes de prescription .

Aujourd'hui, nous en sommes à la fable des terroristes ayant projeté de faire sauter l'Airbus au-dessus de Paris après avoir pris l'équipage en otage à Alger, quant-ils leurs suffisaient d'attendre tranquillement d'être au-dessus de la France. Cette prise d'otages tombe vraiment à bon escient, avec des terroristes suicidaires sans bombe sur le corps, un groupe "action" sans groupe "appui" parmi les otages, que pourrions-nous croire ? et ils sont tous morts ! encore plus silencieux que les deux iraniens réexpédiés en Iran pour éviter qu'ils soient "parlant" en Suisse , qui manipule qui ?

Silence sur l'étatisation de la politique mise en place sous couvert de loi anti-corruption, proposée par certains dirigeants de société liés à l'AFEP qui sous couvert d'indépendance veulent ne pas être liés à la politique mais s'occuper de tout à travers des structures telles qu'"entreprises et cités" confondant gestion privative et gestion du collectif, souhaitant interdire à certain la Liberté d'expression ou de travail, qui pourrait remettre en cause, par exemple, les échanges faits entre institutionnels pour valider des prix de référants immobiliers en France,

anormalement élevés, servant de justificatif à la constitution des réserves obligatoires cautionnant les contrats d'assurance .

Nous suivrons avec attention la cotation du groupe de ce porte-parole à New York ou à Tokyo, et lui proposons de présenter son bilan pour le prochain exercice selon la nomenclature mondiale de comptabilité .

Etatisation, pour imposer la complicité à ceux qui souhaiteraient être candidats; il suffisait que l'impression des documents électoraux soit pris en charge par l'état à hauteur de 90% pour ceux qui seraient indépendants de tout parti bénéficiant déjà d'une subvention 'état et de 50% pour les autres en définissant la profession de foie comme contrat vis à vis de l'électeur permettant de poursuivre l'élu qui aurait triché ou menti (utopique?)

L'indépendance des entreprises ne se fera que par l'acceptation qu'une part de la richesse est liée à l'entreprise mais que d'autre part cette richesse se définit par une organisation sociale qui permet de l'acquérir (le prix d'une chose dépend de son prix de revient, mais aussi de la capacité de l'autre de l'acquérir).L'indépendance des deux systèmes permet à un équilibre de se faire au profit de la globalité

Le morcellement des pouvoirs et la libre information étant la seule garantie du maintien de la Liberté

Considérant qu'il y a une mise en cause du contrat liant la Nation et une représentation nationale illégitime, un Journal Officiel Français de la Liberté est mis en place .

L'homme sera toujours l'homme, une forme de Vie comme les autres qui dans un agglomérat momentané filtrera d'autres formes de Vie avant d'être filtrée elle-même, se tournant vers ce qui lui permettra de vivre le mieux possible sa conscience d'être.

Nous qui n'avons aucune prétention à avoir la capacité de connaître, de comprendre, d'imaginer Dieu,

Nous qui sommes convaincus que l'homme quitte le paradis terrestre le jour où il fait taire sa conscience,

qui réduisons le combat politique à : comment allons-nous passer ensemble, nous et la chaîne de Vie qui nous accompagne, nos 700.000 heures de Vie potentiel, résumant notre Vie à tendre vers le bien faire; l'autre nous impose d'être, en espérant retourner vite à notre silence,

*Frères ayons du courage
Nous qui sommes pas casqués
Ni bottés, ni gantés, ni bien élevés
Un rayon s'allume en nos veines
Notre lumière nous revient*

.....

Paul Eluard

Une pensée pour les quelques juges courageux qui ont sacrifié leur carrière à leur conscience, et particulièrement pour ceux qui sont enchaînés à leur protecteur, qui ne souhaite qu'être leur fossoyeur ,

*le coordonnateur ∞
pour LIBERTE*

"Laisser les rochers être mes armées et les oiseaux mes alliés" Charlemagne